

Brochure n° 3037

**Convention collective nationale**

IDCC : 1921. – **PERSONNEL DES HUISSIERS DE JUSTICE**

AVENANT N° 32 DU 23 AVRIL 2008  
RELATIF AUX STATUTS DE L'ÉCOLE NATIONALE DE PROCÉDURE

NOR : *ASET0850786M*

IDCC : 1921

Entre :

La chambre nationale des huissiers de justice ;

L'union nationale des huissiers de justice,

D'une part, et

Le syndicat national des employés et cadres des professions judiciaires  
CSFV-CFTC ;

La fédération nationale des personnels des sociétés d'études et prévention  
CGT ;

La fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services  
(FNECS) CGC ;

La fédération des services CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les signataires adoptent les statuts de l'école nationale de procédure, tels que présentés, sous la forme d'une association loi 1901. Statuts annexés au présent avenant.

L'article 2.1.1 du titre II, chapitre I<sup>er</sup>, de la convention collective est ainsi modifié :

« Ecole nationale de procédure établissement paritaire privé

Il est créé une école d'enseignement professionnel dite école nationale de procédure établissement paritaire privé (ENPEPP) sous la forme d'une association soumise à la loi de 1901 dont les fondateurs sont les signataires de la présente convention.

Son siège est à Paris, 46, rue de Douai.

Cette école assure la formation technique et pratique des salariés de la profession.

Elle réalise cet objectif par tous moyens, notamment par des cours par correspondance, des travaux et des conférences. »

## **Article 2**

La chambre nationale s'engage à saisir le conseil de direction de l'école nationale de procédure, au plus tard le 31 mai 2008, de la demande de certains syndicats salariés tendant à la modification de l'article 2.2.2 de la convention collective prévoyant le mode de désignation du président de l'école.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

---

### Statuts de l'association

Association « école nationale de procédure établissement paritaire privé »

Les soussignés :

Maître Jean-Michel Rouzaud, ès qualités de membre titulaire désigné par la chambre nationale des huissiers de justice au conseil de direction de l'ENPEPP ;

Maître Patrick Safar, ès qualités de membre titulaire désigné par la chambre nationale des huissiers de justice au conseil de direction de l'ENPEPP ;

Maître Jacques Castelain, ès qualités de membre titulaire désigné par la chambre nationale des huissiers de justice au conseil de direction de l'ENPEPP ;

Maître Abel-Didier Pansard, ès qualités de membre titulaire désigné par la chambre nationale des huissiers de justice au conseil de direction de l'ENPEPP ;

Maître Francis Gautié, ès qualités de membre titulaire désigné par la chambre nationale des huissiers de justice au conseil de direction de l'ENPEPP ;

Maître Bernard Ray, ès qualités de membre titulaire désigné par la chambre nationale des huissiers de justice au conseil de direction de l'ENPEPP ;

Madame Nicole Le Bœuf, ès qualités de membre titulaire désigné par le syndicat CFTC au conseil de direction de l'ENPEPP ;

Monsieur Jean-Miguel Gimenez, ès qualités de membre titulaire désigné par le syndicat CGT au conseil de direction de l'ENPEPP ;

Madame Mariette Moreau-Laporte, ès qualités de membre titulaire désigné par le syndicat CGT au conseil de direction de l'ENPEPP ;

Monsieur Jean-François Simon, ès qualités de membre titulaire désigné par le syndicat FO au conseil de direction de l'ENPEPP ;

Madame Régine Moulin, ès qualités de membre titulaire désigné par le syndicat CFDT au conseil de direction de l'ENPEPP,

forment par les présentes une association conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, et établissent les statuts de la manière suivante :

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Dénomination*

La dénomination de l'association est : école nationale de procédure établissement paritaire privé.

L'abréviation en est ENPEPP.

## **Article 2**

### *Objet*

Cette association a pour objet la formation professionnelle des salariés de la profession d'huissier de justice.

## **Article 3**

### *Siège*

Son siège est à Paris.

Le conseil de direction a le choix de l'immeuble où le siège est établi et peut le transférer dans la même ville par simple décision.

## **Article 4**

### *Durée*

La durée de l'association est illimitée.

## **Article 5**

### *Moyens d'actions*

L'association poursuit son objectif par tous moyens, et notamment par :

- des séances de formation ;
- des formations ouvertes à distance ;
- des conférences ;
- des colloques ;
- des travaux dirigés.

## **Article 6**

### *Composition. – Cotisations*

L'association se compose :

1. De membres fondateurs : ceux qui auront signé les présents statuts, ès qualités.

Après la première publication des statuts, il convient, afin d'être signataire des présents statuts, d'être coopté par au minimum 2/3 des membres fondateurs.

Le représentant salarié en cours de désignation au moment de la signature des présents statuts sera intégré rétroactivement parmi les membres fondateurs.

2. De membres d'honneur, nommés par l'assemblée générale pris parmi les personnes qui rendent ou qui ont rendu des services à l'association. Ils font partie de l'assemblée générale à simple titre consultatif et sans être tenus de payer une cotisation annuelle.

## **Article 7**

### *Ressources*

Les ressources de l'association se composent :

1. Des cotisations de ses membres ;
2. Des subventions qui pourraient lui être accordées par l'Etat ou les collectivités publiques, ou tout organisme public ou privé, notamment la chambre nationale des huissiers de justice et l'OPCA PL ;
3. Des sommes perçues en contrepartie des prestations fournies par l'association ;
4. Du revenu de ses biens ;
5. De toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs et réglementaires.

## **Article 8**

### *Fonds de réserve*

Le fonds de réserve comprend :

1. Les capitaux provenant du rachat des cotisations ;
2. Les immeubles nécessaires au fonctionnement de l'association ;
3. Les capitaux provenant des économies réalisées sur le budget annuel.

## **Article 9**

### *Démission. – Radiation*

La qualité de membre de l'association se perd :

1. Par la démission ; le décès ;
2. Par la radiation prononcée pour non-paiement de la cotisation ou pour motifs graves par l'assemblée générale, le membre intéressé ayant été préalablement entendu.

## **Article 10**

### *Assemblée générale ordinaire*

L'assemblée générale sera composée des membres signataires des présents statuts.

L'association est administrée par une assemblée générale composée de 12 membres, comprenant 6 huissiers de justice en exercice ou honoraires et 6 représentants des salariés actifs, en invalidité, retraités ou demandeurs d'emploi issus de la profession. Au jour de la signature des présents statuts, un membre titulaire représentant des salariés reste à désigner, de sorte que jusqu'à cette désignation l'assemblée générale sera composé de 6 membres employeurs et 5 membres salariés et pourra valablement délibérer ainsi.

Les huissiers de justice sont désignés en assemblée générale par la chambre nationale des huissiers de justice, membre fondateur de l'association.

Les représentants des salariés – actifs, en invalidité, retraités ou demandeurs d'emploi issus de la profession – sont désignés par les organisations syndicales membres fondateurs de l'association.

Il peut en outre être désigné 3 membres suppléants huissiers de justice et 3 membres suppléants salariés qui peuvent participer à l'assemblée générale à simple titre consultatif sauf lorsqu'ils remplacent un titulaire absent.

Nul ne peut être membre de l'assemblée générale de l'association s'il est membre du conseil de gestion de la section huissier de justice de l'OPCA PL.

Les membres désignés à l'assemblée générale ne devront pas avoir méconnu les règles de moralité et d'éthique, ni fait l'objet de sanction pénale, professionnelle ou disciplinaire.

Le mandat des membres titulaires et suppléants dure 4 ans et est renouvelable. La durée du premier mandat, au jour de la signature des statuts, est réputée avoir commencé à courir lors de la dernière désignation des employeurs par la chambre nationale des huissiers de justice et des employés par les syndicats.

L'assemblée élit, parmi ses membres, un président choisi parmi les membres huissiers de justice, deux vice-présidents (un huissier de justice et un salarié), un secrétaire et un trésorier, qui composent le bureau.

Le bureau est élu pour 2 ans. Il sera intégralement réélu lors du renouvellement partiel de l'assemblée générale tous les 2 ans.

## **Article 11**

### *Réunion de l'assemblée générale*

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par trimestre.

En cas de nécessité l'assemblée générale peut être convoquée à la demande de son président.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire, ils sont transcrits sur un registre coté et paraphé par le représentant de l'association. Le directeur de l'association assiste aux séances de l'assemblée générale à titre consultatif.

## **Article 12**

### *Gratuité du mandat*

Les fonctions de membre de l'assemblée générale sont gratuites. Seuls les frais de voyage et de séjour des membres sont remboursés sur le budget de l'association.

## **Article 13**

### *Pouvoirs de l'assemblée générale*

L'assemblée générale exerce les pouvoirs dévolus au conseil de direction et visés à l'article 2.2.2 de la convention collective des huissiers de justice.

Entre autres :

Elle surveille la gestion des membres du bureau et a le droit de se faire rendre compte de leurs actes.

Elle autorise tous achats, aliénations ou locations, emprunts et prêts nécessaires au fonctionnement de l'association, avec ou sans hypothèque.

Elle autorise toute transaction, toute mainlevée d'hypothèque, avec ou sans constatation de paiement.

Elle arrête le montant de toutes indemnités de représentation exceptionnellement attribuées à certains membres du bureau.

Elle élit le président, les deux vice-présidents, secrétaire et trésorier, parmi ses membres.

Elle nomme et révoque le directeur de l'association.

Elle établit le règlement intérieur de l'association.

Elle fixe annuellement le montant des droits d'inscription des élèves.

Elle établit la liste et le programme des formations.

Elle donne son agrément aux responsables de régions, aux délégués de centre, aux formateurs et aux correcteurs.

Elle approuve le budget et les comptes annuels de l'école.

Elle peut faire toute délégation de pouvoirs pour une question déterminée et un temps limité.

Une fois par an :

Elle entend les rapports sur la gestion du bureau et sur la situation financière et morale de l'association.

A cette occasion, elle peut nommer tout commissaire-vérificateur des comptes et le charger de faire un rapport sur la tenue de ceux-ci.

Elle confère au bureau ou à certains de ses membres toutes autorisations pour accomplir les opérations rentrant dans l'objet de l'association et pour lesquelles les pouvoirs statutaires seraient insuffisants.

Toutes les délibérations de l'assemblée générale sont prises à main levée à la majorité absolue des membres titulaires présents.

Le scrutin secret peut être demandé soit par l'assemblée générale, soit par le quart des membres titulaires présents.

Il est de droit pour l'élection des membres du bureau.

## **Article 14**

### *Rôle des membres du bureau*

Président :

Le président convoque les assemblées générales.

Les convocations sont envoyées au moins 15 jours à l'avance et indiquent l'ordre du jour.

Il représente l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions prévues au règlement intérieur.

Il a notamment qualité pour ester en justice au nom de l'association, tant en demande qu'en défense.

En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé par celui des vice-présidents qui a la qualité d'huissier de justice, et en cas d'empêchement de ce dernier, par le membre le plus ancien ou par tout autre administrateur spécialement délégué par le conseil.

Secrétaire :

Le secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives.

Il rédige les procès-verbaux des délibérations et en assure la transcription sur les registres.

Il tient le registre spécial, prévu par la loi, et assure l'exécution des formalités prescrites.

Il peut délivrer toutes copies certifiées conformes qui font foi vis-à-vis des tiers.

Trésorier :

Le trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine de l'association.

Il effectue tous paiements et perçoit toutes recettes sous la surveillance du président.

Il tient une comptabilité régulière, au jour le jour, de toutes les opérations et rend compte à l'assemblée annuelle, qui statue sur la gestion.

Il rend compte de son mandat aux assemblées générales dans les conditions prévues au règlement intérieur.

## **Article 15**

### *Assemblées extraordinaires*

L'assemblée générale a un caractère extraordinaire lorsqu'elle statue sur toutes modifications des statuts. Elle peut décider la dissolution et l'attribution des biens de l'association, la fusion avec toute association de même objet.

L'assemblée extraordinaire devra être composée de la totalité des membres titulaires. Il devra être statué à la majorité des 3/4 des voix des membres titulaires.

Les membres titulaires empêchés pourront se faire représenter par un membre suppléant de l'association au moyen d'un pouvoir écrit.

Une feuille de présence sera émargée et certifiée par les membres du bureau.

Si le quorum n'est pas atteint lors de la réunion de l'assemblée, sur première convocation, l'assemblée sera convoquée à nouveau, tant par avis individuel que par une insertion dans un journal local, à 15 jours d'intervalle, et, lors de cette nouvelle réunion, elle pourra valablement délibérer, si des membres titulaires sont présents.



## **Article 16**

### *Dissolution*

La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par l'assemblée générale, convoquée spécialement à cet effet et statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées extraordinaires.

L'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association dont elle déterminera les pouvoirs.

Elle attribue l'actif net à toutes associations déclarées ayant un objet similaire ou à tous établissements publics ou privés reconnus d'utilité publique, de son choix.

## **Article 17**

### *Règlement intérieur*

L'assemblée générale pourra, si elle le juge nécessaire, arrêter le texte d'un règlement intérieur, qui déterminera les détails d'exécution des présents statuts.

## **Article 18**

### *Formalités*

Le président, au nom de l'assemblée générale, est chargé de remplir toutes les formalités de déclaration et de publication prescrites par la législation en vigueur. Tous pouvoirs sont donnés au porteur des présentes à l'effet d'effectuer ces formalités.

(Suivent les signatures.)